



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 12 AVRIL 2017

Charles Antoine Bambara : *Mesdames, mesdemoiselles et messieurs, membres de la presse, auditeurs de Radio Okapi, bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Activités composantes de la MONUSCO

Protection de l'Enfant :

Durant le premier trimestre de l'année 2017, la section Protection de l'Enfant de la MONUSCO a enregistré 789 violations graves des droits de l'enfant dans le contexte du conflit armé qui prévaut en République démocratique du Congo. Ceci représente une hausse des chiffres qui est principalement due au conflit en cours à Kananga et dans la région du Kasai.

La Section a documenté 380 enfants séparés des groupes armés, parmi lesquels 82 enfants, dont 23 filles, ont été recrutés et utilisés par la milice Kamwina Nsapu. Par ailleurs, le 28 mars 2017, la section Protection de l'Enfant a enregistré la présence de 54 enfants, dont 7 filles, parmi 120 éléments des Kamwina Nsapu qui ont décidé de déposer les armes. L'âge de ces enfants est compris entre 4 et 17 ans. Au total, 27 enfants détenus pour leur association présumée à la milice Kamwina Nsapu ont été libérés par les FARDC et conduits auprès des partenaires de la protection de l'enfant. Au cours de la même période, au moins 49 enfants ont été tués et 47 autres mutilés durant ou en dehors des affrontements entre des membres des forces de sécurité congolaises et des éléments de Kamwina Nsapu, qui utilisent les enfants comme bouclier humain lorsqu'ils engagent une attaque. Les responsables des cas de violences sont notamment les FARDC, la PNC et les Kamwina Nsapu.

Les vagues successives de violences dans la région ont des effets préjudiciables sur les populations et particulièrement sur les enfants. Ces violences fragilisent d'avantage les établissements scolaires et de santé qui sont les cibles de la milice Kamwina Nsapu. La Section a enregistré des attaques contre 12 écoles et 5 centres de santé par Kamwina Nsapu. Aujourd'hui, des milliers d'enfants sont privés de leurs droits fondamentaux à l'éducation et aux soins de santé de base.

La Section Protection de l'Enfant de la MONUSCO est profondément préoccupée par la gravité et l'ampleur des violations perpétrées contre les enfants dans la région du Kasai, notamment par le nombre inquiétant de recrutement et d'utilisation d'enfants, de meurtres et de mutilations d'enfants, d'occupation et de destruction

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

d'écoles dont se rendent coupables les parties au conflit, Kamwina Nsapu et les forces de défense et de sécurité congolaises.

La Section engage instamment les parties à mettre immédiatement fin aux violations graves à l'encontre des enfants, et à respecter le droit international humanitaire et les droits de l'enfant. Par ailleurs, la Section rappelle que les personnes responsables de violations graves des droits de l'enfant rendront des comptes devant les instances de justices compétentes.

Affaires civiles/ Information publique :

Dans le cadre de la « stabilisation et protection des civils, la MONUSCO organise depuis ce lundi 10 avril à Uvira, à l'initiative de sa section des Affaires civiles, un atelier de trois jours sur la problématique de la transhumance. Il s'agit de ce mouvement saisonnier de bétails qui se déplacent d'une région à une autre, à la recherche de pâturages.

Ces mouvements occasionnent de nombreux conflits entre agriculteurs et éleveurs, certains occasionnant mort d'homme, comme ce fût le cas en août 2016 dans la localité de Lubonja en territoire de Fizi, où un éleveur avait perdu la vie. C'est ainsi que dans le cadre de son mandat de protection des civils et d'appui à la stabilisation de la RDC, la MONUSCO organise cet atelier interprovincial à Uvira.

Trois jours durant, des délégués venus des provinces du Tanganyika, du Maniema et du Sud-Kivu vont plancher sur les mécanismes de gestion pacifique de ce phénomène. A terme, il s'agira d'identifier les causes profondes des conflits et de proposer des solutions durables à travers un plan d'action global pour tenter d'enrayer la violence qui accompagne toujours la transhumance dans les trois provinces concernées. La MONUSCO qui apporte un appui technique et financier à la tenue de ces assises, espère qu'il en sortira enfin des solutions durables pour une transhumance apaisée.

A Beni, la section Conduite et Discipline de la MONUSCO a tenu hier une séance de sensibilisation avec la Police nationale congolaise (PNC) des territoires de Beni, Lubero et des villes de Butembo et de Beni, ainsi que les représentants des leaders communautaires de ces territoires.

Animée par la Directrice du département Conduite et Discipline de la MONUSCO, Adama Ndao, cette séance a permis de mettre en relation les leaders communautaires avec la PNC et la MONUSCO pour renforcer la collaboration dans la lutte et la prévention des cas d'abus et d'exploitation sexuels commis par du personnel des Nations Unies.

Cette collaboration entre les communautés locales et la PNC est essentielle pour encourager les dénonciations et permettre les investigations et la prise de sanction contre le personnel auteur d'abus et d'exploitation sexuel. La collaboration MONUSCO-PNC-Communauté locale, est essentielle à la mise en œuvre de la stratégie de « Tolérance zéro » de la MONUSCO, qui complète les dispositifs internes déjà en place par la MONUSCO pour lutter contre les cas d'abus et d'exploitation sexuels commis par le personnel des Nations Unies.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Au Nord-Kivu, la MONUSCO a pris une part active aux journées diocésaines des jeunes organisées du 7 au 9 avril par l'église catholique, en y apportant son appui logistique.

Les différentes sections substantives de la MONUSCO ont, durant 3 jours, expliqué aux jeunes leur mandat et activités respectifs. La section de l'Information publique à travers son unité Radio Okapi y a organisé un jeu de question-réponse doté de prix.

Quelques 20 000 jeunes, venus du Nord-Kivu, Sud-Kivu, du Rwanda, Burundi, Kenya et de la Tanzanie se sont réunis à Goma dans le cadre de ce 9e Forum œcuménique des jeunes pour la paix dans la région des Grands Lacs.

Ce forum vise à former, informer et sensibiliser les jeunes de la région, notamment sur les thématiques telles que l'entrepreneuriat, l'engagement transfrontalier pour la paix, le rôle des jeunes dans la cohabitation pacifique, la sexualité responsable, les jeunes et les groupes armés, etc., afin de les inciter à s'impliquer activement en étant acteurs d'un changement positif.

Les leaders de l'église et les autorités politico-administratives ont prodigué des conseils aux jeunes, les invitant à dire non aux antivaleurs et à être des constructeurs de la paix. L'un des objectifs de cette rencontre, était aussi de faire découvrir aux jeunes leur rôle dans l'établissement d'une cohabitation pacifique.

Activités de l'Equipe-pays

L'ONU soutient les Journées nationales de vaccination contre la poliomyélite en RDC :

Les Journées nationales de vaccination (JNV) contre la poliomyélite en République démocratique du Congo (RDC) ont été lancées le samedi 8 avril 2017 à Kindu, dans la province du Maniema par le ministre de la Santé publique en présence notamment des représentants de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Ces JNV, planifiées sur une période de trois jours du 9 au 11 avril 2017, ont couvert l'ensemble des 516 zones de santé du pays et ont fait appel à 116 384 vaccinateurs et 17 720 mobilisateurs sociaux.

L'objectif poursuivi à travers ces JNV, qui entrent dans le plan stratégique de l'éradication de la poliomyélite (2013-2019) et le Plan d'action révisé (GAPIII), était d'administrer deux gouttes de vaccin polio oral à plus de 19 millions d'enfants âgés de 0 à 59 mois [5 ans].

L'appui de l'UNICEF à ces JNV porte sur l'achat des vaccins, l'appui technique et financier aux activités de communication, mobilisation sociale, chaînes du froid et gestion des vaccins. L'UNICEF soutient également le Programme Elargi de Vaccination (PEV) dans la coordination et la mise en œuvre de la campagne tant au niveau central qu'opérationnel.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordinatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

La RDC a été proclamée pays libre de circulation du poliovirus sauvage depuis le 26 novembre 2015 et vient de totaliser environ 60 mois d'arrêt de circulation des poliovirus sauvages. La province du Maniema, particulièrement la zone de santé de Lusangi, est le lieu où avait été détecté le 20 décembre 2011 le dernier cas de poliovirus sauvage de la RDC.

La confirmation de quatre nouveaux cas de PVS au Nigeria depuis le mois d'août 2016 constitue cependant une réelle menace pour la RDC qui demeure un pays à risque accru d'importation et/ou de réintroduction du poliovirus du fait de sa situation géographique centrale en Afrique et de certaines faiblesses dans la surveillance des paralysies flasques aiguës (PFA) et dans la vaccination de routine.

Il faut noter que les JNV au Kasai Central et Lomami (antenne de Mwene Ditu) ont été reportées à une date ultérieure en raison de la situation sécuritaire qui prévaut actuellement dans cette partie du pays.

Aujourd'hui, le gigantesque partenariat public-privé de santé publique au monde, connu sous l'appellation de l'Initiative Mondiale pour l'Eradication de la Polio, continue à mobiliser toutes les parties-prenantes afin que la poliomyélite, déjà éliminée à 99 % dans le monde, puisse l'être désormais à 100 %, et que cette pathologie devienne la deuxième maladie humaine éradiquée après la variole.

OCHA : Assistance aux déplacés dans le territoire de Kalemie, province du Tanganyika

Le 8 avril 2017, l'ONG internationale AVSI a débuté une opération d'assistance en cash sur sept sites de personnes déplacées du territoire de Kalemie. Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un projet financé par l'UNICEF. L'objectif de cette aide d'urgence est de couvrir les besoins des déplacés dans le secteur des articles ménagers essentiels. Chacun des 12 000 ménages bénéficiaires recevra 72 USD pour un montant total de 872 000 USD.

Par ailleurs, depuis le 11 avril 2017, le Programme alimentaire mondial distribue plus de 124 tonnes de denrées alimentaires à près de 11 000 personnes déplacées du site de Moni. Cette distribution est la troisième du genre après celles effectuées au mois de février et mars 2017.

Ces personnes déplacées internes ont fui en janvier et mars 2017 des tensions communautaires qui opposent les milices bantou et twa dans les territoires de Nyunzu et Kalemie.

PNUD : La localité de Wau dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu) alimentée en énergie renouvelable

Une microcentrale hydroélectrique d'une capacité de 350 KW/h sera inaugurée le 18 avril 2017 pour alimenter en courant électrique les populations de Masisi-centre, de Lwashi et de Lushebere.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Cette microcentrale d'un coût global de 500 000 dollars américains est le fruit de la coopération entre la province du Nord Kivu, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le gouvernement de la République de Corée qui a financé la majeure partie du projet.

L'ouvrage s'inscrit dans le cadre du projet « Relèvement communautaire et de consolidation de la paix au Nord-Kivu ». La distribution d'énergie électrique issue des ressources renouvelables vise à améliorer la qualité de vie de la population et constitue un facteur de stabilisation et de développement du territoire de Masisi.

Situation militaire

(Par le Colonel Serge Haag, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La situation sécuritaire **dans la ville-province de Kinshasa et les autres provinces situées dans la partie occidentale de la République Démocratique du Congo**, a été jugée relativement calme durant la semaine écoulée.

Le 10 avril 2017, des patrouilles de longue portée de la MONUSCO ont été déployées dans la ville de Kinshasa, dans le but d'évaluer la situation sécuritaire, d'interdire toute activité négative susceptible de perturber la quiétude des populations civiles, et d'assurer la protection de celles-ci.

La situation sécuritaire **dans les provinces situées au Centre de la République démocratique du Congo**, notamment **Kasaï Central, Kasaï et Kasaï Oriental**, a été rapportée préoccupante tendue et imprévisible, du fait de l'activisme des miliciens Kamina Nsapu.

Dans la province du Kasaï Central, des présumés miliciens Kamwina Nsapu continuent de cibler les confessions religieuses, d'attaquer les populations civiles et d'affronter les Forces de Défense congolaises.

Le 4 avril 2017, la MONUSCO a assuré le transport et la protection de l'évêque de Luiza vers Kananga, suite aux menaces proférées par des présumés miliciens Kamwina Nsapu contre sa sécurité.

Le 8 avril 2017, au cours d'une cérémonie organisée à Kananga, vingt (20) éléments de la milice Kamwina Nsapu se sont rendus, et des armes ont été remises aux autorités congolaises.

Dans la province du Kasaï, des accrochages entre les Forces de Défense congolaises et des miliciens Kamwina Nsapu ont été rapportées pendant la période sous examen dans les localités de Mutshima, Kamabanji, Nsumbula, Diboko et celles situées vers les zones frontalières du Sud, provoquant le déplacement de populations civiles vers l'Angola.

Dans la province du Kasaï Oriental, des sources concordantes ont rapporté l'attaque menée le 8 avril 2017 par deux cents (200) miliciens contre la localité de Bakwa Tshibumba, située à 28 kilomètres au Sud de Mbuji-Mayi, au cours de laquelle cinq (05) individus ont été kidnappés, et plus de cinquante (50) maisons incendiées.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Dans les provinces de Haut et de Bas-Uélé, une diminution sensible des activités de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) a été observée pendant la période sous examen, suite aux actions menées sans répit sur le terrain par l'armée congolaise, avec le soutien de la Force de la MONUSCO.

Dans cette partie du pays, la situation sécuritaire a été marquée par des redditions volontaires et le retour de déplacés congolais vers leurs localités d'origine.

Ainsi, le 3 avril 2017, un chef braconnier s'est rendu aux autorités locales en compagnie de **soixante-trois (63)** de ses éléments dans la localité de Wamba, située à 60 kilomètres au Sud-ouest de Dungu.

Le 5 avril 2017, des patrouilles intensives déployées par la Force de la MONUSCO dans la localité de Mogoroko, située à 18 kilomètres au Nord de **Duru**, ont provoqué le retour spontané des réfugiés congolais dans cette région en provenance du camp de Makpandu au Soudan du Sud, et ce, suite à l'amélioration de la situation sécuritaire dans leur zone d'origine.

En Ituri, l'armée congolaise poursuit avec le soutien de la Force de la MONUSCO, les opérations militaires contre les éléments du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI), dans le but de mettre un terme aux exactions perpétrées contre les populations civiles, liées notamment aux viols et pillages des biens de valeur, rapportées principalement dans les localités d'Aveba, de Sorodo et de Kaguma.

Les 6 et 8 avril 2017, l'intervention rapide des troupes de l'armée congolaise et celles de la Force de la MONUSCO a repoussé des éléments du FRPI ayant tendu une embuscade à trois véhicules et perpétré des pillages, respectivement dans les localités de Bangatsi et de Nzeba, situées à 7 et 8 kilomètres au Nord-est et au Sud-est de Gety et de Bukiringi.

Au Nord-Kivu, les Forces congolaise et onusienne maintiennent la pression militaire sur les groupes armés actifs, dans le but de mettre un terme à leur activisme rapporté dans les territoires de Rutshuru et de Masisi.

Dans le territoire de Rutshuru, la situation sécuritaire a été marquée par des tensions liées à l'activisme des miliciens du groupe Mayi-Mayi Nyatura, des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et d'autres, dans la localité de Kishishe, située à 41 kilomètres au Nord-ouest de Tongo, causant le déplacement des populations civiles.

En effet, au cours de ces incidents, deux cent (200) maisons ont été incendiées dans cette localité, et environ cinq cents (500) familles se sont déplacées vers la localité de Bambo.

La Force de la MONUSCO a déployé des patrouilles intensives de domination de terrain dans les localités affectées, dans le but de contrer l'activisme des groupes armés, et de protéger les populations civiles.

Dans le territoire de Masisi, les Forces coalisées FARDC-MONUSCO demeurent engagées dans les actions contre les groupes armés, dans le but de mettre un terme aux conflits nés de leur rivalité, causant des déplacements des populations civiles.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Des accrochages entre des éléments de la Force de Défense Congolaise (FDC) et ceux de l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS), ont en effet provoqué le déplacement de quatre cents (400) familles de Mahanga vers Kazinga, Katahandwa, Kalambairo et Busurungi, pendant la période sous examen.

Au chapitre des redditions dans la province, du 5 avril 2017 à ce jour, douze (12) éléments en provenance des groupes armés, se sont rendus aux troupes des Forces congolaise et onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **trois (03) du groupe Mayi-Mayi Mazembe, sept (07) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et deux (02) du groupe Mayi-Mayi Nyatura.**

Au Sud-Kivu, les Forces onusienne et congolaise maintiennent sous leur contrôle l'environnement sécuritaire, en dépit de l'activisme de certains groupes armés réfractaires.

Au Tanganyika, la MONUSCO poursuit ses actions visant à appuyer les efforts fournis par les autorités congolaises engagées dans la restauration de l'autorité de l'Etat, et la protection des populations civiles, face aux conflits interethniques opposant les communautés Luba et Twa.

Le 7 avril 2017, les autorités territoriales de Manono ont confirmé l'arrestation du chef rebelle Twa, dénommé Mukalay "Sac Vide", avec trois (03) de ses éléments.

L'intéressé est accusé de violations des droits de l'Homme, notamment les viols, meurtres et pillages des biens appartenant aux Bantous.

Enfin, la Force de la MONUSCO a maintenu un très haut niveau de patrouilles armées, de jour comme de nuit, et a fourni plusieurs escortes, soit pour évacuer des civils blessés, soit au bénéfice d'Organisations Non Gouvernementales (ONG), pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. Bureau +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lt-Col Serge Haag, Porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org Tél. Bureau +243 81 890 31 78 ; Mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordinatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org; tél +243 997 06 88 04